



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

UE/USA Libre-échange : les négociations sur l'accord UE-USA reprendront en novembre

Attention chauffards ! En Europe, les PV sans frontières dès ce jeudi.

Environnement. Haro sur les sacs plastique. La commission veut en réduire l'usage.

En Allemagne, un gouvernement se négocie avec minutie. Pas question de conclure un vague accord sur un coin de table. «Cela me rappelle le Congrès de Vienne», dit un participant aux négociations entre la CDU et la SPD

La crise bretonne fait ressortir les vieux démons. La France part en guerre contre les travailleurs européens low-cost

La révision de la directive européenne encadrant le détachement des travailleurs pourrait limiter le dumping social selon Paris

Politiser la commission. La bonne ou mauvaise idée de Martin Schulz qui se voudrait le successeur de Barroso. **Schulz candidat officiel** du PSE.

La menace de déflation met la BCE sous pression. Une spirale qui pourrait étouffer le rétablissement de la zone euro.

Bruxelles épingle la France sur l'évolution de son déficit. Les bonnes intentions ne convainquent pas. **L'Allemagne aussi.** Qui critique l'excédent commercial allemand lui reprochant de se procurer des avantages concurrentiel en maintenant des salaires bas, ce qui chasse les entreprises d'autres Etats des marchés". **Pas simple de contenter Bruxelles.**

AA c'est la nouvelle note de la France selon S & P. Le gouvernement proteste Les marchés observent. **JPV**

INSTITUTIONS

Surveillance économique: Bruxelles teste en novembre ses pouvoirs renforcés

26.02.2014

Révisions économiques, surveillance des déficits, examen des budgets nationaux: la Commission européenne entame la semaine prochaine un mois chargé sur le plan économique, au cours duquel elle doit s'imposer comme un organe de contrôle crédible face à des Etats rétifs devant ses nouvelles prérogatives.

Pour la première fois cette année, **l'exécutif européen dispose d'un droit de regard sur les budgets des Etats de la zone euro**, et pourra exiger des changements s'ils ne sont pas conformes aux objectifs de déficit convenus ou aux recommandations économiques faites au printemps. Le verdict tombera le 15 novembre.

Il s'agit d'évaluer les efforts d'un Etat sur le chemin de l'assainissement budgétaire, la potion préconisée à Bruxelles pour sortir de la crise.

Cela pourrait créer des tensions avec les capitales. «Certains parlementaires risquent de mal le prendre», souligne une source communautaire

Viviane Reding propose un service de renseignement européen

La responsable luxembourgeoise a prôné un renforcement de la coopération entre les services secrets des Vingt-Huit, ce qui permettrait, selon elle, de parler d'une voix *"unie et forte"* avec les Etats-Unis qui, dit-elle, *"ont besoin d'un contrepoids"* dans ce domaine. **Ma proposition pour le long terme serait la création d'un service européen de renseignement en 2020"**,

COMMISSION/CONSEILS

Martin Schulz devient candidat officiel à la présidence de la Commission

Martin Schulz sera bien le chef de file des socialistes pour les élections européennes en mai 2014. Une annonce sans surprise qui conclut un processus de sélection où **l'actuel président du Parlement européen n'avait aucun adversaire.**

Une position qui le propulse également candidat à la présidence de la Commission européenne et potentiel successeur du portugais José Manuel Barroso.

La Commission européenne vient de lancer un indicateur d'innovation.

Les secteurs innovants suédois sont les grands gagnants : ils sont les plus susceptibles d'atteindre le marché.

L'initiative a pour objet de créer des emplois et bien sûr, d'accroître la compétitivité. Elle a mis en place une « indicateur des résultats de l'innovation » qui évalue les meilleures idées innovantes.

Selon l'indicateur, la Suède est l'Etat membre qui tire le meilleur parti de ses investissements dans l'innovation. L'Allemagne, l'Irlande, et le Luxembourg suivent de près.

Prévisions de croissance publiées hier par la Commission européenne. Pessimisme.

26.02.2014

L'exécutif bruxellois affirme que la zone euro connaîtra une reprise plus faible que prévu l'an prochain, avec de nouveaux risques de dérapages des déficits en France et en Espagne qui pourraient obliger les deux pays à faire des efforts budgétaires supplémentaires

Pour en savoir plus Mauvaise nouvelle pour le gouvernement français.

La Commission européenne estime que la France finira l'année avec un déficit de 3,8 % en 2014. C'est moins bien que ce que prévoit l'équipe de Jean-Marc Ayrault, qui espère encore être en mesure de ramener le déficit à 3,6 % du PIB l'année prochaine, grâce aux mesures prises dans le budget 2014,

L'Espagne est dans la même situation : comme la France, elle a obtenu un délai de deux ans, en ce qui la concerne jusqu'en 2016, pour ramener son déficit dans les clous européens. Mais ce dernier devrait atteindre 6,8% cette année, baisser à 5,9% l'an prochain avant de remonter à 6,6% en 2015.

Enfin, **La Commission a revu à la baisse de 1,2 % à 0,6 % ses prévisions de croissance pour 2014,**

Le chômage dans l'ensemble de la zone euro **ne devrait pas décroître** avant 2015, selon les prévisions de la Commission.

PARLEMENT

Enrico Letta : « Avec des réformes, on peut vaincre le populisme

Les élections européennes de mai 2014 verront-elles le triomphe du populisme ?

On sous-évalue encore fortement le risque d'avoir, au mois de mai, le Parlement le plus eurosceptique ou anti-européen de l'histoire des institutions européennes. C'est plus que probable et l'effet en sera très négatif. Je serai personnellement très préoccupé si les forces populistes dans les grands comme dans les petits pays devaient dépasser 25 % des voix. Jusqu'à présent, les élections européennes étaient vues comme le thermomètre des opinions nationales. C'était un vote défouloir dans lequel l'Europe importait finalement assez peu. Pour la première fois, on va pouvoir ajouter les voix du Front national français ou du Mouvement 5 étoiles italien à celle du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni de Nigel Farage, quand bien même ces partis n'ont rien à voir les uns avec les autres. Ce scrutin sera identifié comme le combat entre les divers mouvements populistes européens et les partis européistes. D'une façon paradoxale, c'est la victoire de l'Europe.

Un entretien accordé aux six quotidiens associés dans « Europa » – « La Stampa », « El Pais », « The Guardian », « Süddeutsche Zeitung », « Gazeta Wyborcza » et « Le Monde

ETATS

Allemagne

Le SPD veut un salaire minimum pour entrer au gouvernement

26.02.2014

Les sociaux-démocrates allemands (SPD) acceptent de participer à une « grande coalition » avec les conservateurs d'Angela Merkel sous plusieurs conditions. La réforme du marché du travail avec un salaire minimum à 8,50 euros de l'heure est non négociable.

Pour en savoir plus

Double citoyenneté

Les enfants de migrants nés en Allemagne peuvent conserver la nationalité allemande et celle de leurs parents jusqu'à l'âge de 18 ans. Ils doivent ensuite choisir entre les deux.

Mais des exceptions subsistent pour les personnes venant de l'Union européenne et de la Suisse. Le gouvernement allemand précédent a bloqué en juin un texte de loi visant à modifier le système. Les partisans de ce texte affirment qu'il permettrait de combler la pénurie de main-d'œuvre qualifiée

Salaire minimum

Le parti socialiste souhaite également introduire un salaire minimum de 8,50 euros/heure. Le système actuel est quant à lui fondé sur des négociations collectives par secteur et par région.

Berlin rejette l'idée d'accorder l'asile à Edward Snowden

De plus en plus de personnalités publiques allemandes demandent que l'asile soit accordé à Edward Snowden. Berlin estime pour sa part que le lanceur d'alerte ne remplit pas les conditions d'obtention de l'asile

Autriche

Visite officielle du Président autrichien en France

Paris loue le consensus social autrichien.

C'est l'angle retenu par la plupart des quotidiens. *Kronen Zeitung* souligne **l'engagement du président français en faveur des énergies renouvelables**, Le Président Fischer a loué **l'intervention au Mali : « une décision courageuse »**.

Les relations bilatérales sont bonnes malgré quelques points conflictuels comme la question du secret bancaire. **La montée des mouvements populistes** a été évoquée ; la France s'inquiète de la poussée du FPÖ qu'elle considère à l'extrême droite.

La délégation autrichienne a plaidé **la cause de Red bull**. La boisson autrichienne énergisante, longtemps interdite en France est menacée d'une taxe.

Les Français vivent mal la globalisation, commente *Die Presse*, les exportations ne représentent que 27% du PIB contre 58% en Autriche, la France a un problème de compétitivité, conclut le quotidien de centre-droit.

Belgique

Pour Albert II, 923 000 euros, c'est trop peu

La "dotation" annuelle dont l'ancien roi des Belges bénéficie depuis son abdication lui semble insuffisante. Albert II et ses proches négocieraient donc, en coulisses, pour faire gonfler l'enveloppe

Bulgarie

La chasse aux immigrés clandestins"

26.02.2014

Après l'émotion suscitée par l'agression à l'arme blanche d'une vendeuse par un Algérien, le 2 novembre à Sofia, et la virulente campagne de presse qui a suivi, le ministère de l'Intérieur a présenté le 4 novembre un plan d'action pour faire face à l'afflux de réfugiés. La Bulgarie en a accueilli plus de 8 700 depuis le début de l'année, pour une capacité estimée à 5 000. L'objectif du gouvernement est de diviser par trois le nombre des réfugiés qui entrent dans le pays et de tripler les expulsions.

Espagne

Valence, endettée, ferme sa radiotélévision

La télévision régionale et la radio RTVV voulaient licencier 1 000 de leurs 1 700 salariés mais la justice a rejeté mardi le plan de licenciement qu'elle a jugé illégal, ce qui a amené le gouvernement régional à fermer ces médias. «

Scandale après la suppression de bourses Erasmus

Après avoir déclenché un nouveau tollé en décidant de supprimer, en cours d'année, certaines bourses accordées aux étudiants du programme européen Erasmus, le ministère de l'éducation nationale espagnole a dû faire partiellement machine arrière, mardi 5 novembre.

France

Standard & Poor's dégrade encore la note de la France

L'agence de notation a de nouveau dégradé la note de la France. Elle considère que les réformes engagées manquent d'efficacité et tire la sonnette d'alarme sur la situation fiscale du pays et le taux de chômage.

Chômage élevé et ras-le-bol fiscal, dénonce l'agence de notation qui a toutefois donné **une perspective stable à sa note, reflétant la détermination du gouvernement à tenir la dette publique**

Pour en savoir plus « Nous estimons que les réformes engagées dans les domaines de la fiscalité, du secteur des biens et services et du marché du travail n'amélioreront pas sensiblement les perspectives de croissance de la France à moyen terme, et que la persistance d'un taux de chômage élevé affaiblit le soutien populaire en faveur de nouvelles mesures d'envergure en matière de politique budgétaire et de réformes structurelles », explique-t-elle dans un communiqué.

« Nous pensons également que la faible croissance économique limite la capacité du gouvernement à consolider le redressement des finances publiques », poursuit-elle.

Grande Bretagne

Le patronat pour le maintien dans l'Union européenne.

Un maintien du Royaume-Uni dans une Union européenne réformée, soulignant, lundi 4 novembre, les avantages économiques de l'adhésion alors que le gouvernement a promis un référendum sur la question.

Pour en savoir plus **La CBI souligne l'importance du maintien dans l'UE pour l'économie britannique**, estimant que cette adhésion représente 4 à 5 % du produit intérieur brut (PIB) annuel du pays, soit 62 à 78 milliards de livres

26.02.2014

(environ 73 à 91 milliards d'euros). L'adhésion permet l'accès à un marché de près de 500 millions de personnes et a consolidé la position de Londres comme l'un des tout premiers centres financiers dans le monde, juge l'organisation patronale, qui revendique l'adhésion de 240 000 entreprises.

Grèce

Les cliniques privées grecques refusent les assurés de la Sécu

La décision est effective. À partir de lundi 3 novembre, les cliniques privées grecques ne prennent plus en charge les patients bénéficiant de la principale caisse d'assurance. Les cliniques continueront toutefois de fournir des soins aux patients souffrant d'une maladie rénale et à ceux en soins intensifs jusqu'au 10 novembre.

Motif : l'organisation publique doit 800 millions d'euros aux établissements privés

Le siège de la télévision évacué.

La police anti-émeute est venue, jeudi, à l'aube porter le coup de grâce à ERT, la radio-télévision publique fermée en juin. Les journalistes licenciés qui occupaient le siège athénien de l'institution depuis ont été évacués manu militari.

Italie

Marina Berlusconi, dans les pas de papa

Les sondages placent la fille aînée du Cavaliere comme un recours pour le centre-droit italien. Mais Silvio Berlusconi est-il vraiment prêt à désigner un successeur ?

Portugal

Rigueur budgétaire, encore et encore.

Le Parlement portugais a adopté un nouveau budget de rigueur pour 2014, censé permettre au pays de conclure son plan d'aide internationale. Le texte, dont la version définitive sera votée le 26 novembre, a été approuvé avec les voix de la majorité dont dispose la coalition gouvernementale de centre droit. L'ensemble de l'opposition de gauche a voté contre le projet de loi de Finance

***Pour en savoir plus* "Le Portugal ne peut pas revenir aux temps de la gabegie des dépenses et de la dette sans fin.**

Ce n'est pas possible, a déclaré le vice-premier ministre Paulo Portas. Parce que si on fait ça, il faudra abandonner l'euro et **nous nous retrouverons seuls à pourchasser nos fantasmes d'autosuffisance.**

Le projet de budget 2014 comporte une réduction de la dépense publique de plus de 3 milliards d'euros. La mesure de rigueur la plus spectaculaire c'est la baisse des salaires dans la fonction publique dans une fourchette qui va de 2,5 à 12%, à partir de 600 euros mensuels. Dans ce projet de budget également, le montant des retraites va être réduit.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Municipales au Kosovo: le test de normalisation voulu par l'UE se heurte à la résistance des Serbes

26.02.2014

Pour la première fois depuis la fin de la guerre et l'intervention de l'Otan en 1999, le Kosovo organisait des élections municipales, dimanche 3 novembre. Malgré l'appel de Catherine Ashton et de l'Union européenne à **un scrutin "juste et rassembleur", et l'attribution de 15 millions d'euros pour soutenir la normalisation entre les deux pays**, de nombreux incidents ont émaillé les élections municipales kosovares et l'on a noté une résistance farouche des Serbes du nord du Kosovo, où la consultation, boudée par les électeurs. **Les résultats pourraient donc ne pas être reconnus.**

Quelque 40 000 Serbes vivant dans le nord du Kosovo refusent toujours de reconnaître l'autorité de ce pays après la proclamation de son indépendance en 2008.

Levée de l'embargo sur le boeuf européen: vers un point final à la crise de la vache folle

Pour la Commission, cette réouverture du marché va être rendue possible par une décision du ministère américain de l'agriculture "d'aligner la législation américaine sur les normes internationales" en matière d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou "maladie de la vache

Cette mesure, qui doit entrer en vigueur trois mois après sa "prochaine" publication officielle, "signifie que les exportations de bœuf européen et d'autres produits bovins vont de nouveau pouvoir être autorisés", selon un communiqué de la Commission.

UE/USA Libre-échange

Ralenties par la crise budgétaire à Washington, les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne sur un traité de libre-échange reprendront **le 11 novembre à Bruxelles**, dans un climat assombri par le scandale de l'espionnage américain

Les débats à Bruxelles porteront cette fois sur les "services, l'investissement, l'énergie et les matières premières, ainsi que les questions de régulation",

Ouverture d'un nouveau chapitre dans les discussions UE-Turquie

Pour l'heure, la Turquie a clos un seul des 35 chapitres qui doivent être passés en revue avec l'UE pour conformer sa législation aux normes des Vingt-Huit. Elle a désormais ouvert 13 autres chapitres, dont, mardi, le chapitre 22, sur la politique régionale.

MOLDAVIE :

A quelques jours du sommet de Vilnius, au cours duquel la Moldavie devrait signer un accord d'association avec l'UE, proeuropéens et prorusses fourbissent leurs armes.

ECONOMIE/FINANCE

La peur de la déflation."

"D comme déflation" est le mot qui fait peur à la BCE.

De nombreux experts redoutent son retour qui serait provoqué par la très faible inflation dans la zone euro qui a atteint avec 0,7% son niveau le plus bas depuis

26.02.2014

4 ans. Ainsi "le taux se trouve très clairement en-dessous des buts de stabilité de la BCE", sous pression, qui essaie de le maintenir autour de 2%

Les marchés financiers s'attendent à ce qu'elle prenne des mesures plus fortes comme la baisse du taux de référence maintenu à 0,5 % depuis mai 2013 pour assurer plus de liquidité et pour aller à l'encontre de la déflation.

En Espagne, au Portugal et à Chypre, l'inflation se situe autour de 0,5% seulement, et la Grèce est déjà entrée en déflation. Les conséquences de cette situation sont fatales, met en garde le quotidien :

Au cas où la pression sur les prix continuerait à baisser, on court le risque d'une spirale vers le bas qui pourrait étouffer le rétablissement de la zone euro.

Dettes: nette détente des taux en zone euro après l'annonce surprise de la BCE

Les taux d'emprunt se sont nettement détendus jeudi après-midi sur le marché obligataire en zone euro après l'annonce surprise d'une baisse de son taux directeur par la Banque centrale européenne de 25 points de base à 0,25%

L'euro, qui évoluait autour de l'équilibre avant cette annonce, est tombé à 1,3354 dollar, son niveau le plus faible depuis le 18 septembre.

Pour les amateurs de chiffres L'inflation avait reculé à 0,7% en octobre, soit bien en dessous de l'objectif de la BCE de la maintenir sous mais proche de 2%. Autour de 14H10 (13H10 GMT), le rendement de l'obligation à 10 ans de l'Espagne reculait à 4,032% contre 4,149% la veille à la clôture du marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise.

Le rendement de l'obligation à 10 ans de l'Italie se repliait à 4,085% contre 4,210%, la dette à 10 ans du Portugal refluant quant à elle à 5,870%, contre 5,891% la veille.

De son côté, le taux à 10 ans de l'obligation allemande s'établissait à 1,692% contre 1,741% la veille, celui de la France s'inscrivant à 2,160% contre 2,222% mercredi à la clôture. **Le passage de la note à AA a eu pour effet de faire monter le taux d'emprunt à 10 ans de la France à l'ouverture du marché obligataire en zone euro**

Les exportations allemandes en accusation

L'Allemagne pourrait bientôt faire l'objet d'une enquête spéciale de la Commission européenne en raison du surplus de ses comptes courants.

Pour en savoir plus Cet indicateur, qui reflète la balance commerciale d'un pays, **ne doit pas dépasser à 6% du PIB**. Or depuis 2007, les comptes courants de l'Allemagne sont en constant dépassement et le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, estime qu'ils pourraient représenter 7% du PIB en 2013 et 6,6% en 2014

Vivement **critiqué par le département du Trésor américain qui a récemment reproché à l'Allemagne de causer une "distortion déflationniste" dans la zone euro par sa balance commerciale trop déséquilibrée**, c'est au tour de "l'UE de pester contre la force des exportations allemandes",

26.02.2014

Rehn demande à l'Allemagne de renforcer la demande intérieure. Cela veut dire que Berlin devrait investir plus d'argent dans les infrastructures, baisser les impôts, augmenter les salaires dans le secteur des bas revenus et libéraliser le secteur tertiaire

La Slovénie en queue de peloton, la Croatie remonte

Selon les dernières prévisions économiques de la Commission européenne, les perspectives de croissance de la Slovénie sont revues à la baisse de manière significative. L'économie slovène devrait être la plus lente à rebondir en 2015 dans l'Union européenne. Le PIB devrait reculer de 2,7% cette année et de 1,0% l'an prochain. Avec un recul de 8,7% cette année et de 3,7% en 2014, **Chypre fait encore pire.**

Les faibles performances de l'économie slovène sont essentiellement dues aux **turbulences dans le secteur bancaire du pays**. Les aides que le gouvernement devra accorder aux banques, ainsi que la faible consommation, vont certainement avoir un effet sur le budget du pays.

Selon les prévisions de la Commission européenne, **la Croatie quitterait l'année prochaine le groupe des pays en récession**"

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

La Commission européenne veut réglementer la distribution de sacs plastiques dans les supermarchés

Tchéquie. Les supermarchés Globus vont arrêter de distribuer gratuitement des sacs plastiques à leurs clients. Ceux-ci devront payer une couronne pour se procurer ces biens. Globus est la dernière chaîne de distribution en République tchèque à prendre **une telle mesure qui anticipe la nouvelle réglementation que souhaite introduire la Commission européenne en matière de sacs plastiques et qui était présentée lundi à Bruxelles.** Les supermarchés Tesco et Albert ont déjà pris des mesures similaires, respectivement en 2011 et 2009.

Pour en savoir plus Les pays européens ont carte blanche pour les mesures mais l'objectif de la Commission est clair : réduire l'utilisation des sacs en plastique jetables - ceux d'une épaisseur inférieure à 50 microns (0,05 millimètre)

Selon les estimations, **l'utilisation moyenne annuelle de sacs** par personne est de 4 au Danemark et en Finlande, contre 466 en Pologne, au Portugal et en Slovaquie.

Bruxelles approuve la culture de nouveaux OGM

Actuellement, seul le MON810 de Monsanto y est cultivé.

Un deuxième maïs transgénique pourrait être autorisé prochainement à la culture dans l'UE, si la Commission et les Etats membres ne parviennent pas à s'entendre pour l'interdire.

Pour en savoir plus La filiale de l'américain DuPont demande en effet depuis 2001 le droit de faire cultiver son maïs OGM TC1507 résistant à plusieurs herbicides très toxiques, selon les écologistes

La condamnation de la Commission européenne le 26 septembre par la Cour de Justice de l'UE pour «retard injustifié» dans la procédure d'examen d'une demande d'autorisation de culture, a précipité les événements

Une semaine avant la reprise des négociations de libre-échange avec les États-Unis, **Bruxelles a, mercredi, recommandé au Conseil des ministres européens d'autoriser la culture de ce nouveau maïs OGM.** Les écologistes fulminent. **En cas de désaccord entre les États membres** – un scénario fort probable tant la question divise les Européens –, l'épineux dossier sera récupéré par la Commission européenne, qui sera alors dans l'obligation d'autoriser cette culture.

Émissions de CO2 : Berlin ne veut toujours pas signer pour 95 g

Nouvelle réunion infructueuse entre Berlin et la Commission, le Parlement et la présidence européenne sur l'assouplissement des règles pour la réduction des rejets de CO2 automobiles

SOCIAL/Pratique

En Irlande, les pêcheurs d'Arranmore tiennent tête à Bruxelles

L'île irlandaise d'Arranmore n'est plus que l'ombre d'elle-même. Un à un, les pêcheurs ont été contraints de quitter leur île, faute de travail. Une baisse d'activité provoquée par l'interdiction de la pêche au saumon sauvage décrétée en 2006 par Bruxelles et appliquée par Dublin.

Ils sont donc encore quelques-uns, des irréductibles, à tenir tête à l'Union européenne. Hors de question, pour eux, de rendre leur licence de pêche et d'accepter les compensations financières, synonyme de capitulation face à Bruxelles.

En Europe, les PV sans frontières dès ce jeudi

Les conducteurs européens qui commettent une infraction routière dans un pays de l'Union européenne différent de leur pays de résidence recevront à partir du 7 novembre un avis de contravention à leur domicile, a annoncé mardi la Sécurité routière dans un communiqué.

Pour en savoir plus Cette mesure découle d'une directive européenne de 2011 «facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière», **transposée mi-juillet dans le droit français. Vingt-cinq États-membres de l'Union européenne sont concernés**, seuls l'Irlande, le Royaume-Uni et le Danemark ayant refusé d'adopter cette directive.

La directive concerne huit infractions, notamment les excès de vitesse, le non-port de la ceinture de sécurité ou le franchissement d'un feu rouge. *«En cas de refus de paiement, le dossier sera alors transmis aux autorités de l'Etat-membre de résidence du contrevenant, pour examen et recouvrement de l'amende»*

La France part en guerre contre les travailleurs européens low-cost

26.02.2014

Les Etats membres sont divisés à propos de la directive européenne encadrant le détachement des travailleurs. Sa révision pourrait limiter le dumping social selon la France. **Après le mythe du plombier polonais en 2005**, les travailleurs détachés font face aux foudres des politiques français. Le détachement des travailleurs permet à un employeur d'un pays membre de l'UE d'envoyer des salariés de travailler de manière provisoire dans un autre pays membre. Une possibilité aujourd'hui dénoncée pour ses multiples dérives

Pour en savoir plus « Un certain nombre d'entreprises dans cette région [Bretagne], comme ailleurs, ont pu **faire appel à des salariés de pays européens**, avec un autre droit du travail, un autre système social, qui les rend moins onéreux (...), **au détriment des salariés français qui, eux, obéissent à un système social que nous voulons ambitieux** », a expliqué le porte-parole du gouvernement français, **Najat Vallaud-Belkacem**, réagissant à la situation en Bretagne, où les plans sociaux se sont multipliés ces derniers mois. Encadré par une directive adoptée en 1996, un travailleur européen détaché dans un autre pays relève du droit du travail du pays d'accueil. **Une mesure supposée garantir un salaire égal aux travailleurs.** Mais les employeurs de ces travailleurs détachés payent leurs charges sociales dans l'État membre d'origine, un mécanisme qui crée un écart en termes de coûts salariaux, dont certaines entreprises profitent largement. **«Les charges sociales sont laissées à la charge du pays d'origine du travailleur**, ce qui crée une différence de coût important pour l'employeur. Il faut rappeler que le différentiel de charges sociales entre un pays comme la France et la Pologne peut aller jusqu'à 30% !» souligne le sénateur Eric Bocquet, auteur d'une résolution sur le sujet

Oubliez la disparition, Erasmus est multiplié par deux".

Le programme d'échanges d'étudiants et d'enseignants entre les universités et les grandes écoles européennes, menacé de faillite, est sauvé par l'annonce le 7 novembre d'un accord entre la commission Culture et Education du Parlement européen et le Conseil européen pour financer un nouveau projet baptisé Erasmus+.

Pour en savoir plus **La mobilité étudiante est un avantage indéniable de la vie dans l'Union européenne.** Le programme Erasmus, utilisé par 230 000 étudiants par an, vient d'être modernisé. **Erasmus+, financé à hauteur de 14 milliards d'euros, permettra à plus de 5 millions de jeunes de se rendre à l'étranger** pour étudier, se former ou faire du volontariat. Erasmus+ a été appuyé par la commission de la culture le 5 novembre. **Erasmus**, ainsi que les étudiants le connaissent, **est une partie d'Erasmus+.** Le nouveau programme réunit tous les programmes d'éducation formelle et informelle, de stages, d'activités pour la jeunesse et de sport. Comme nous ne voulions pas perdre l'étiquette d'Erasmus, nous avons nommé le nouveau

26.02.2014

programme

Erasmus+.

Erasmus+ inclut Erasmus, Erasmus Mundus, Leonardo da Vinci, Comenius, Grundtvig, le programme Jeunesse en Action, et pour la première fois, un volet sport.

Les budgets seront différents et clairement séparés pour les différents programmes.

Est inclus dans Erasmus+ le service volontaire européen, qui donne la possibilité aux citoyens de se former et d'avoir une expérience professionnelle dans d'autres pays, tout en étant payé et en disposant d'une sécurité sociale.

L'autorisation d'entrer pour les chercheurs et les étudiants de pays tiers. Le droit des étudiants et des chercheurs de pays tiers de travailler pendant leurs séjour dans un pays de l'UE, et les possibilités de leurs déplacement/ou de demeurer une année supplémentaire à la recherche d'un emploi ou créer une entreprise font partie des questions d'un projet de loi devant la commission des libertés civiles.

BREVES

L'Allemagne, premier pays européen à légaliser un troisième genre

L'Allemagne est désormais le premier pays européen à reconnaître l'intersexualité. Les bébés non identifiés comme fille ou garçon pourront être enregistrés sans indication de sexe, ce qui risque de relancer le débat sur la théorie du "genre".

Berlin rejette l'idée d'accorder l'asile à Edward Snowden

Plus de 50 personnalités publiques ont demandé à Berlin d'apporter son soutien à l'ancien contractant de l'Agence américaine de la sécurité nationale (NSA), dans l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Mais le gouvernement allemand campe sur sa position, de crainte que les relations entre l'Allemagne et les États-Unis ne s'enveniment.

Espagne: la justice saisit des propriétés du gendre du roi

La justice espagnole a annoncé lundi avoir décidé de saisir des biens du gendre du roi, Iñaki Urdangarin, poursuivi dans un scandale de corruption, pour l'équivalent de 6,1 millions d'euros afin de couvrir une caution civile.

Un trésor artistique de l'époque nazie découvert à Munich

Près de 1.500 tableaux de maîtres, dont Picasso, Matisse et Chagall, confisqués par les nazis ou vendus par des Juifs persécutés, ont été découverts dans un appartement de la cité allemande en 2011. L'ensemble de ces œuvres est évaluée à un milliard d'euros. Des tableaux inconnus, dont un **Marc Chagall**, mais aussi **Picasso, Chagall, Renoir, Toulouse-Lautrec, Courbet, Matisse, Macke, Dix, Liebermann...** La liste des artistes figurant dans cette **collection sauvage ferait se pâmer d'envie n'importe quel conservateur de musée.**

Cinéma: les réalisateurs européens contre un changement de règles de l'UE

26.02.2014

Plusieurs réalisateurs européens, conduits par les Belges Luc et Jean-Pierre Dardenne, ont appelé lundi la Commission européenne à "revoir sa position" concernant les nouvelles règles de financement du secteur du cinéma par les Etats, y voyant un danger pour la diversité culturelle

Alors qu'aujourd'hui, une région ou un Etat peut aider un film quelle que soit sa nationalité à condition qu'il soit tourné en grande partie sur son territoire, le projet de Bruxelles prévoit de réduire ce lien, au nom des règles du marché intérieur de l'UE.

Turquie: Recep Erdogan s'oppose aux dortoirs mixtes pour étudiants

Le Premier ministre turc a créé une nouvelle polémique sur la place de la religion dans la société turque en s'élevant contre la mixité des dortoirs d'étudiants.

"Les filles et les garçons étudiants ne peuvent vivre dans une même maison, cela est contraire à notre structure qui est conservateur-démocrate", a dit Erdogan, cité par des journaux

PRESSE EUROPEENNE

Espionnage: Allemagne, France, Espagne et Suède surveillent à grande échelle, selon The Guardian

Les services de renseignement allemand, français, espagnol et suédois ont mis au point des systèmes de surveillance de masse des communications téléphoniques et internet en "collaboration étroite" avec l'agence britannique GCHQ, a révélé samedi le journal The Guardian.

Le développement de ces systèmes remonte aux cinq dernières années, selon le quotidien britannique qui se fonde sur des documents obtenus par l'ex-consultant du renseignement américain Edward Snowden, aujourd'hui réfugié en Russie.

<http://fr.news.yahoo.com/espionnage-allemande-france-espagne-su%C3%A8de-surveillent-%C3%A0-grande-124457567.html>

Merkel-Lagarde, une équipe qui gagnerait

FINANCIAL TIMES LONDRES

Les principaux responsables des institutions européennes vont changer l'année prochaine. Ce serait l'occasion pour Bruxelles de désigner des personnalités fortes pour restaurer la confiance dans le projet européen. Pourquoi ne pas nommer un ticket formé de la directrice du FMI et de la chancelière allemande ?, suggère un chroniqueur du **Financial Times**.

Imaginez l'Union européenne dans douze mois, pilotée par Angela Merkel et Christine Lagarde. Voilà qui ferait parler à travers le monde. Tiens, l'Europe se reprendrait-elle enfin en main ? S'interrogeraient Asiatiques et Américains

Malheureusement, cela ne se produira pas. Au vu des mécanismes d'attribution saugrenus des postes clés de l'UE, cela ne peut pas arriver. Avec leurs idées nébuleuses et contradictoires sur le rôle international de l'Europe, il y a fort à parier que les 28 leaders nationaux de l'UE ne le souhaiteraient même pas.

26.02.2014

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4285991-merkel-lagarde-une-equipe-qui-gagnerait?xtor=RSS-9>

PAYS-BAS : Bon marché et toujours disponibles

TROUW AMSTERDAM

L'exploitation des travailleurs d'Europe centrale et orientale ne concerne pas que les champs de tulipes : dans les services aussi, on trouve des Tchèques ou des Polonais sous-payés, mal logés et travaillant jusqu'à 20 heures par jour avec des contrats douteux.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4293281-bon-marche-et-toujours-disponibles?xtor=RSS-9>

Politiser la Commission, une idée risquée

LE MONDE PARIS

Le président du Parlement européen Martin Schulz aimerait succéder à José Manuel Barroso à la tête de la Commission. Il fonde sa campagne sur la politisation d'un poste qui devra échoir, selon lui, au chef de file du parti vainqueur. Une stratégie qui ne fait pas l'unanimité.

Difficile de dire si Martin Schulz a la moindre chance de devenir un jour président de la Commission européenne [il a officialisé sa candidature le 3 novembre]. Mais il en fait un credo : pour le président du Parlement européen, il faut "po-li-ti-ser" la désignation du successeur de José Manuel Barroso, dans la foulée des élections européennes de mai 2014.

*Ce serait, assure le social-démocrate allemand, le meilleur moyen de combler une partie du déficit démocratique tant reproché à l'Union européenne, en permettant aux différentes familles de personnaliser la campagne. Choisir un chef de file, ou *Spitzenkandidat", capable de se battre aux quatre coins du continent pour un programme soutenu par sa famille politique, voilà, selon le "Monsieur Europe" du SPD, la panacée pour tenter d'attirer les électeurs, à l'heure où les extrêmes risquent de peser comme jamais sur le scrutin.*

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4286311-politiser-la-commission-une-idee-risque>

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr